

Mentions légales

Flash Me Up

Dernière mise à jour : 31/08/2026

Conformément aux dispositions de l'article 6-III de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN), il est porté à la connaissance des utilisateurs des sites www.flashmeup.fr et pro.flashmeup.fr les présentes mentions légales.

1. Éditeur des sites

Les sites www.flashmeup.fr et pro.flashmeup.fr sont édités par :

- **Dénomination sociale** : FLASHMEUP (Flash Me Up)
- **Forme juridique** : Société par actions simplifiée (SAS)
- **Capital social** : 500 €
- **Siège social** : 9 rue Ranquet, 43000 Le Puy-en-Velay
- **SIREN** : 938 393 436 — **SIRET (siège)** : 938 393 436 00010
- **Immatriculation** : R.C.S. Le Puy-en-Velay 938 393 436
- **Code APE/NAF** : 7729Z — Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques
- **N° de TVA intracommunautaire** : FR51 938 393 436
- **Courriel** : contact@flashmeup.fr
- **Téléphone** : 07 82 94 63 40 • 06 37 87 14 96

2. Directeur de la publication

Le directeur de la publication est **Anthony Favier**, en qualité de Président de la société FLASHMEUP.

Contact : contact@flashmeup.fr.

3. Hébergeur

Les sites sont hébergés par :

- **o2switch SAS** — R.C.S. Clermont-Ferrand 510 909 807
- **Adresse** : 222-224 boulevard Gustave Flaubert, 63000 Clermont-Ferrand
- **Téléphone** : 04 44 44 60 40 — **Site** : www.o2switch.fr

4. Propriété intellectuelle

L'ensemble des éléments figurant sur les sites (structure, textes, logos, marque Flash Me Up, visuels, photographies, vidéos, icônes, mise en page et logiciels) est la propriété exclusive de FLASHMEUP ou de ses partenaires, et est protégé par le droit français et international de la propriété intellectuelle. Toute reproduction, représentation, modification, publication ou adaptation, totale ou partielle, de ces éléments, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable de FLASHMEUP.

5. Données personnelles

Les traitements de données à caractère personnel opérés depuis les sites sont conformes au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

- **Responsable de traitement** : FLASHMEUP, 9 rue Ranquet, 43000 Le Puy-en-Velay.
- **Finalités** : réponse aux demandes de devis et de contact, gestion de la relation client, envoi des photographies aux utilisateurs des bornes.
- **Base légale** : mesures précontractuelles, exécution du contrat et consentement.
- **Destinataires** : FLASHMEUP et, le cas échéant, ses sous-traitants techniques (hébergement, envoi de courriels). Aucune donnée n'est vendue à des tiers.
- **Durée de conservation** : le temps nécessaire aux finalités poursuivies, puis selon les obligations légales applicables.
- **Droits** : accès, rectification, effacement, opposition, limitation et portabilité, exerçables à contact@flashmeup.fr. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Les conditions d'utilisation des bornes photo (prise de vue, image, envoi des photos) sont précisées dans les *Conditions générales d'utilisation des bornes* affichées sur chaque borne.

6. Cookies

Les sites peuvent déposer des cookies strictement nécessaires à leur fonctionnement. Tout cookie de mesure d'audience ou de tiers, s'il venait à être utilisé, serait soumis à votre consentement préalable, que vous pouvez retirer à tout moment.

7. Liens hypertextes

Les sites peuvent contenir des liens vers des sites tiers. FLASHMEUP n'exerce aucun contrôle sur ces sites et décline toute responsabilité quant à leur contenu.

8. Responsabilité

FLASHMEUP s'efforce d'assurer l'exactitude et la mise à jour des informations diffusées sur ses sites, sans pouvoir en garantir l'exhaustivité. FLASHMEUP ne saurait être tenue responsable des dommages résultant d'une interruption, d'un dysfonctionnement technique ou de l'indisponibilité des sites.

9. Droit applicable

Les présentes mentions légales sont soumises au droit français. Tout litige relatif à leur interprétation ou à leur exécution relève des juridictions compétentes.

Note interne (à retirer avant publication) : vérifier le régime de TVA (assujettissement effectif ou franchise en base, art. 293 B du CGI) et, le cas échéant, ajouter le délai de conservation précis des données. Ce document ne constitue pas un conseil juridique ; une relecture par un professionnel est recommandée.